

## **ENJEU SÉCURITÉ - Passés les Jeux, bonjour le crime !**

**Toujours les mêmes** - et toujours dans les mêmes lieux. Jugeons-en.

- À Marseille récemment, un jeune bandit est défenestré du troisième étage de son logis et sévèrement blessé, par d'autres du même acabit - "réglo" plus original que l'usuelle rafale de kalach'. Mais surprise (?) le père de la "victime" est le prêcheur salafiste de la mosquée du coin, menacé d'expulsion pour fanatisme. Un signal - pas faible du tout - du contrôle de certains quartiers par des hybrides gangstéro-djihadis. Un jour en mode voyou - demain, possible Mohamed Merah.

- Incendie de la synagogue de la grande-Motte : le terroriste est "un Algérien de 33 ans" qui, son crime perpétré, file se cacher dans le notoire coupe-gorge du "quartier Pissevin", à Nîmes. Lieu où, depuis des décennies, trafics, assassinats se multiplient dans l'impuissance de l'État, des "*Opérations Place Nette XXL*" de M. Darmanin, aux visites-publicitaires-20 heures-télé, de M. Macron.

- Assassinat du colonel Beltrame - et cent autres drames analogues qu'il serait fastidieux de rappeler tous ici - lors d'une prise d'otage dans la ville de Trèbes, en mars 2018 ; le terroriste Redouane Lakdim, en moins de cinq heures, tue quatre hommes et en blesse grièvement deux autres. Bandit de 25 ans, Lakdim est déjà condamné (port d'armes, trafic de stupéfiants), fiché S pour radicalisation, etc. Le procès établit l'aide qu'il a reçue de complices et de proches, dans son fief, la zone hors-contrôle "Quartier Ozanam" à Carcassonne.

Jusqu'à l'écœurement, les preuves s'empilent. Dans un éventail immense d'infractions - souvent de crimes : banditisme, terrorisme *djihad*, présence de supermarchés de la drogue et de "marchés aux voleurs" ; enlèvement et prostitution de mineures, trafic d'armes, contrôle des dispositifs *Ubershit* (Stupéfiants livrés à domicile), vol et envoi vers l'Afrique de voitures volées...

Sans doute, les trois-quarts des infractions graves de voie publique sont commises, ou émanent de, ces quartiers dits de "Politique de la ville" ; ou pour les pires, "de reconquête républicaine" - abandonnés, par peur de l'émeute, par les pouvoirs successifs de la Ve République.

Abandonnés ? La preuve : commissariats de police squelettiques, voire symboliques ; en tout cas, submergés, dans les quartiers nord de Marseille (250 000 habitants, 44 assassinats en 2023) ; pas de commissariat du tout à Sevran (93) 4 assassinats en quelques jours fin 2023.

Est-ce pourtant un problème de sécurité insurmontable ? Voyons plutôt.

Ces zones hors contrôle représentent une fraction minime de la "zone police" (ZP) de la métropole, qui elle, couvre  $\pm 5\%$  du territoire ; soit, pour les  $\pm 1\ 300$  quartiers de la politique de la ville, moins de  $0,03\%$ , c'est à dire moins de  $15\ 000$  km carrés du territoire métropolitain, en tout et pour tout.

Ainsi, M. Macron, qui joue les méchants face à la Russie ( $17$  millions de  $\text{km}^2$ ), ne sait comment faire régner l'ordre chez lui, sur pas même  $15\ 000$   $\text{km}^2$ .

Quel est le sentiment mille fois exprimé par les Français sur ces zones hors contrôles et l'insécurité qu'elles génèrent à jet continu ? Voici un an, après les émeutes ayant secoué la France au début de l'été, *Le Figaro (Fiducial-Odoxa)* questionnait la population à ce propos :

- l'insécurité a-t-elle augmenté dans les quartiers sensibles, **oui, 87%** ;
- Dans ces quartiers, y a-t-il toujours plus de trafics de stupéfiants, **oui, 92%** ;
- Dans ces quartiers, la délinquance, les vols et cambriolages pourrissent-ils la vie des habitants, **oui, 89%** ;
- Arrestation des trafiquants et fermetures des points de deal, êtes-vous contents ou pas du gouvernement ? **Non, 70%**.
- Y a-t-il assez de policiers dans les quartiers sensibles, **non, 85%**.

Enfin cette question - nous étions alors en septembre 2023 - ces dernières semaines êtes-vous plus ou moins confiant sur la capacité du gouvernement à sécuriser les Français (cambriolages, agressions...), **moins, 73%**.

Un an a passé. Tout l'été 2024 a été occupé par le gouvernement, d'abord, à s'autodétruire ; puis - peut-être pour le faire oublier - à jeter de la poudre olympique-médiatique aux yeux de toute la terre.

Félicitons les forces de sécurité intérieure d'avoir permis à ces jeux de se dérouler dans un calme... olympien - mais enfin, on comprend aisément qu'à concentrer toutes ces forces dans les alentours olympiques, on en a fait fuir les bandits qui momentanément, partirent ailleurs exercer leurs talents. De fait, cet "*effet de déplacement*" est un des fondements de la criminologie. Il a joué à l'été 2024 dans la France des Jeux Olympiques : tant mieux.

Mais ailleurs ? Mais bientôt dans les secteurs olympiques, quand policiers et gendarmes regagneront leurs pénates, partout en France ? Attention au retour du balancier. La récente multiplication des fusillades, homicides, tirs d'intimidation et de provocation, sur des bâtiments officiels ou privés, montre que, dès à présent, ce balancier revient, annonçant qu'en matière de sécurité (aussi), la rentrée sera chaude.

En septembre 2024, et si un média posait aux Français les questions (*ci-dessus*) d'un an plus tôt ? Si l'un d'eux osait, on verrait si le cinéma des ministres démissionnaires de la Justice et de l'Intérieur, si le showbiz-selfies-manches-de-chemise de M. Macron à Marseille, ont eu quelque effet positif que ce soit.

Ou si les Français, lucides et retombés des hauteurs de l'Olympe à leur inquiétant quotidien, jugent leur sécurité toujours aussi déplorablement compromise. ■